

ÉVÉNEMENT | Jean Castex s'est rendu samedi 29 mai dans la station fruitière L'Écrin des Alpes où il a rencontré les responsables agricoles bas-alpins.

Le Premier ministre a écouté mais n'a fait aucune promesse

Le chef du gouvernement a répondu à l'invitation de Christophe Castaner à quelques semaines des élections départementales et régionales. Il a débuté son périple bas-alpin à Val d'Oronaye dans la vallée de l'Ubaye sur le chantier de la RD 900 où il a signé un protocole d'accord financier relatif aux travaux de sécurisation qui se déroulent sur la route de la Rochaille.

Il a poursuivi sa matinée en se rendant à Sisteron dans la station fruitière L'Écrin des Alpes de la Sica Alpes fruits conditionnement. Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales l'y a rejoint alors que les représentants des syndicats agricoles et le président de la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence l'y attendaient.

Accompagné de Violaine Démaret, la préfète, il a commencé par saluer les élus présents : le maire de Sisteron Daniel Spagnou et le sénateur Jean-Yves Roux avant d'échanger quelques mots avec Frédéric



Invités par Christophe Castaner, Jean Castex et Jacqueline Gourault ont débuté leur visite en dégustant du jus de pomme.



Le Premier ministre a été accompagné par les trois gérants de la station fruitière qui lui ont détaillé leurs problématiques.

que cette station exporte la majorité de sa production. Et, comme le rappelait Patrick Massot : « un portefeuille clients est difficile à construire et donc à garder ».

À l'issue de cette visite Jean Castex a retrouvé les représentants agricoles pour échanger.

Catherine Gaillard, la directrice départementale des territoires lui a, en préambule, dressé un état des lieux des constats effectués par ses services depuis le 8 avril avec des pertes évaluées à plus de deux millions d'euros.

La parole a ensuite été donnée au président de la chambre d'agriculture Frédéric Esmiol qui a rappelé que de très nombreux agriculteurs du département avaient souffert, toutes productions confondues. « Il faut aller vite, les besoins sont urgents, assénait-il. La lenteur administrative de ce genre de dossiers nous rend un peu amers et je tire la sonnette d'alarme. Pour certains, c'est récurrent, c'est la 3^e gelée en cinq ans. Il faut vraiment que l'État mette les moyens nécessaires pour accompagner nos arboriculteurs. Il faut continuer à maintenir ces productions qui sont des productions à plus-value. Le Plan de relance est le bienvenu mais pourquoi ne pas déplaçonner ces aides pour pouvoir les cumuler. Il faut aussi être capable d'installer des jeunes et de transmettre notre outil de travail. Merci d'être venu, cela fait deux ans

qu'on voit que le chéquier est ouvert et on se dit que c'est peut-être un peu de notre tour, même si, bien entendu, on aurait préféré ne pas avoir le gel. »

Permettre les cofinancements et déplaçonner

Thierry Gaudin, arboriculteur et élu à la chambre d'agriculture a ensuite interpellé le Premier ministre sur la question des charges sociales et a demandé une prise en charge des cotisations sociales, et non un report, qui ne ferait que déplacer le problème.

Laurent Depieds, président de la FDSEA a tenu à mettre l'accent sur les mesures préventives qui devraient être mises en place. « Vous avez doublé les enveloppes, sauf qu'aujourd'hui, il y a des interdictions qu'il faudrait lever car nous

chose. Nous sommes aussi pour le fonds de mutualisation car l'argent est utilisé intégralement pour aider les paysans. Nous aimerions aussi que l'aval et les distributeurs y cotisent. »

Cédric Massot a repris le parole pour réaffirmer qu'entre ce qui a été demandé par la profession au niveau des plafonds et ce qui a été accordé, ce n'était pas suffisant. « On aurait souhaité passer dans la tranche supérieure quand on a tout perdu. Cette petite différence de 10 % représente beaucoup d'argent », plaide-t-il. Il a ensuite évoqué le projet bi départemental 04-05 concernant la protection des vergers avec la création d'un collectif avec différents systèmes de protection : retenues collinaires ou tours à vent. « Aujourd'hui, il faudrait passer par le Plan de relance de FranceAgrimer qui n'est pas du tout adapté à cause des

doit pas uniquement nous faire réagir dans l'urgence. Il faut monter un cran plus haut. On est dans une phase de changement climatique profonde et il faut que nous nous adaptions, martelait-il. La volonté de l'État est de vous aider à faire face aux conséquences dramatiques mais aussi d'aller au-delà. La France a besoin de son agriculture pour se nourrir. Nous devons tous prendre ce problème à bras-le-corps. »

Puis il a évoqué les règles communautaires : « j'aimerais bien vous dire 'oui' pour passer aux 50 % pour les calamités mais ce n'est pas une question budgétaire c'est une question de conformité avec l'Europe, avouait-il. Avec le ministre, on regarde ce qu'il est possible de faire mais je ne peux pas aujourd'hui vous dire qu'on va passer de 40 à 50 %. En revanche, tous les dispositifs doivent se déployer le plus vite possible. »

« Nous avons également décidé de revoir Egalim parce qu'incontestablement ça n'a pas produit tous les effets attendus, ajoutait-il. Un texte va être discuté devant l'Assemblée nationale dans les prochaines semaines. »

Sur la question des assurances, il a expliqué qu'un modèle mutualisé avec des garanties plus fortes, pour un système à la fois à la portée des assurés avec de réels effets, était à l'étude.

Lever les freins

Il a confirmé que les enveloppes du Plan de relance les plus sollicitées seront réabondées et qu'il était conscient du fait que les taux de prise en charge devront être revus à la hausse.

Laurent Depieds réagissait : « Vous avez le volonté, nous avons la volonté, mais il faut lever les freins ! » Pour clôturer son escapade provençale Jean Castex s'est rendu à Mane où il a signé le protocole d'initialisation du Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) avec la Communauté de communes du Pays de Forcalquier et Montagne de Lure et à la Communauté de communes de Haute-Provence Pays du Banon. ■

Alexandra Gelber

« Il faut aller vite, les besoins sont urgents ! »

Frédéric Esmiol

Esmiol, le président de la chambre d'agriculture et les représentants syndicaux : Laurent Depieds (FDSEA et FRSEA), Jérémy Lieutier (Jeunes agriculteurs 04) et Yannick Becker (Confédération paysanne 04).

Il a débuté sa visite dans la station fruitière non sans avoir dégusté un verre de jus de pomme et croqué dans un fruit en le brandissant fièrement vers les journalistes accompagnés d'un très « chiraquien » : « Mangez des pommes ! ».

Franck Houbé, Patrick et Cédric Massot, les gérants de la station lui ont ensuite présenté les lieux. Ils lui ont révélé que l'épisode de gel d'avril risquait de leur infliger des pertes à hauteur de 40 %, sachant

« La volonté de l'État est de vous aider à faire face aux conséquences dramatiques mais aussi d'aller au-delà. »

Jean Castex

sommes bloqués sur les cofinancements. Le curatif, ça va, mais les producteurs ont besoin de se protéger, il faut donc travailler sur le préventif soulignait-il. Pour cela il faut de la flexibilité pour multiplier les moyens de prévention. Il faudrait aussi avoir la possibilité d'assurer les productions. »

Jérémy Lieutier de JA04 a rebondi sur la question des assurances et a parlé de leur ambition de créer un fonds de mutualisation pour couvrir les grosses pertes de plus de 50 %. Un fonds commun qui serait abondé à la fois par l'État, l'Europe et les interprofessions.

Yannick Becker de la Confédération paysanne a insisté sur la nécessité de l'accélération des indemnisations. « Quand on reçoit les indemnisations en calamités agricoles, si on les reçoit, en général on est morts car c'est un an plus tard, expliquait-il. L'aide d'urgence est donc une bonne

plafonds car c'est une enveloppe de plusieurs millions d'euros. Il ne faut pas interdire le cumul d'aides pour faire aboutir ce type de projets. C'est vital pour la production alpine ! », conclua-t-il.

« La France a besoin de son agriculture »

Jean Castex a réagi à tout ce qu'il venait d'entendre : « Nous avons à régler ensemble plusieurs problèmes ». Il a mis l'accent sur la mobilisation immédiate du gouvernement sur ce phénomène qui a touché toute la France. Il a révélé qu'il avait demandé au ministre de l'Agriculture de « ne pas mégoter », d'où des annonces immédiates fortes qui voulaient montrer que l'État avait compris que la situation était très grave.

« La récurrence de ces événements, même si celui-ci est exceptionnel, ne



Les responsables agricoles du département ont pu échanger avec le chef du gouvernement à l'issue de sa visite.